

**PLUS QUE JAMAIS, ►NON A LA REGRESSION SOCIALE ► NON A LA DIRECTIVE BOLKESTEIN ► NON AU PROJET DIT DE CONSTITUTION EUROPÉENNE**

***Pour le dire ENSEMBLE*  
RASSEMBLEMENT DEVANT LE PARLEMENT WALLON - Mercredi 8 juin 2005, 14 heures**

**Hospice Saint Gilles - place du Grognon - Namur**

Ce rassemblement sera clôturé par une prise de parole de syndicalistes et militants engagés pour le NON à la «Constitution» européenne, dont Guy BIAMONT, Président fédéral de la CGSP ; Jean-Maurice DEHOUSSE, ancien vice-président du groupe socialiste au Parlement européen ; Jean-Marie FLAMEY, secrétaire général de la CGSP Namur ; Bernard WESPHAEEL, député Ecolo

Alors que le monde retient son souffle en attendant le verdict, dimanche prochain, des citoyens français et, trois jours plus tard, des citoyens hollandais, on s'obstine à refuser le droit à la parole aux citoyens et citoyennes wallonnes, flamandes et bruxelloises.

Nous avons demandé au Parlement Wallon d'organiser **une consultation populaire en Wallonie** mais on semble en haut lieu plus soucieux de trouver de nouvelles excuses que de donner une réponse positive.

Pourtant, le Sénat a ratifié le projet de traité avant même qu'un seul débat public soit tenu ; la Chambre, qui avait promis en cassant l'idée d'une consultation populaire de consulter largement la société civile, a finalement oublié de le faire et a voté le même projet avec le même entrain que le changement d'un nom de rue.

Or, aussi bien aux Pays-Bas qu'en France, les débats démontrent **la gravité des questions qui se posent** :

- accepte-t-on la disparition des **services publics** (y compris la poste) soit par privatisation soit par simple destruction ?
- accepte-t-on l'accélération des **délocalisations** d'entreprises (le traité, loin de les empêcher, les encourage et l'on parle même maintenant de créer une prime européenne à la délocalisation) ?
- accepte-t-on la remise en cause des droits de l'homme et des droits sociaux les plus fondamentaux ?
- accepte-t-on l'augmentation du temps de travail sans augmentation de salaire (François HOLLANDE, Premier Secrétaire du PS Français, en est réduit à présenter comme une grande victoire sociale la limitation par semaine à 48 heures, qui a été instaurée chez nous après les deux guerres mondiales – et à ce moment elles étaient payées !) ?

- accepte-t-on la **sacralisation de la concurrence**, qui se fera au détriment des travailleurs comme des consommateurs, comme de l'environnement (mais pour le plus grand profit des dirigeants d'entreprise : on refuse un contrat de longue durée aux caissières des grands magasins pour mieux donner une prime de départ de 39 millions d'Euros au directeur) ?

- acceptera-t-on demain la **remise en cause des pensions, la mise en concurrence des soins de santé, l'asservissement de l'enseignement** aux exigences du patronat qui souhaite une main d'œuvre taillable et corvéable à merci ? ;

- le Parlement Wallon acceptera-t-il sans réchigner la limitation des aides européennes aux régions défavorisées (ce qui signifie la mort de l'Objectif 1 en Hainaut, celle de l'Objectif 2 à Liège et à Verviers, la suppression des aides URBAN dans les communes défavorisées) ?

**Comment expliquer** que l'acceptation de ces suppressions par le Gouvernement belge ait été soigneusement dissimulée dans le protocole 29 annexé au traité ? Et que le Sénat en tout cas ait tenu toute sa discussion sans même mentionner ce fait ?

Est-ce représenter la population Wallonne que d'accepter ces limitations en votant l'augmentation des dépenses militaires ?

Ces questions devraient d'autant plus interpeller nos représentants parlementaires, surtout dans les partis qui se disent de gauche, que les travailleurs de Rhénanie - Westphalie ont massivement retiré leur confiance, ce dimanche, au gouvernement allemand SPD - Ecolo de SCHRODER et FISCHER qui s'est inscrit complètement, au point de les dépasser, dans les exigences de l'Union européenne.

\*\*\*

Dans ce contexte, le **30 avril 2005** s'est tenu à Liège, à l'initiative du Comité pour le NON à la Constitution européenne, un **meeting international pour un NON de combat à la régression sociale, à la directive Bolkestein, au projet de « Constitution » européenne**.

Au cours de ce meeting, les participants ont entendu les **interventions** de Guy BIAMONT, président de la CGSP, Jean-Maurice DEHOUSSE, ancien vice-président du groupe socialiste du Parlement européen, Willy DEMEYER, Député-bourgmestre PS de Liège, Marc DOLEZ, Député, premier secrétaire de la Fédération du Nord du PS (France), Marc GOBLET, président de la FGTB Liège-Huy-Waremme, Eva GÜRSTER, membre de l'Exécutif régional de Rhénanie des commissions santé du SPD (Allemagne), Philippe LARSIMONT, coordinateur du MDT (Mouvement de Défense des Travailleurs), Henri-Jean RUTTIENS, permanent SETCa (industrie) de Bruxelles-Hal-Vilvorde et Bernard WESPHEL, Député Ecolo.

**En conclusion de ce meeting, il a été proposé et décidé de s'adresser à tous les élus des Parlements qui auront à se prononcer sur la ratification du projet de traité constitutionnel, en leur écrivant pour demander à être reçus en délégation, et en organisant des rassemblements avant le vote.**

**En conséquence, nous appelons tous les Progressistes à se rassembler le 8 juin prochain à 14 heures devant le Parlement Wallon, donc devant l'ancien Hospice Saint-Gilles, place du Grognon à Namur, pour faire entendre leurs voix et pour dire ensemble :**

**NON à la régression sociale  
NON à la directive BOLKESTEIN  
NON au projet dit de Constitution Européenne.**

#### **Extraits de la lettre envoyée ce 24 mai aux députés wallons PS et Ecolo**

(...) Nous attirons votre attention sur un fait qui nous paraît significatif. **A ce jour, de toutes les instances de la FGTB, dans quelque centrale que ce soit, qui ont eu un débat sur la Constitution européenne, aucune n'a pris une position favorable au projet de traité constitutionnel.** Les positions vont du NON clair et net (congrès fédéral de la CGSP du 23 mars) ou du rejet (comité exécutif du SETCa de Bruxelles-Hal-Vilvorde du 3 mars) au refus de cautionner ce traité (comité régional de la FGTB Liège-Huy-Waremme du 17 février).

Nous constatons que les partisans de la Constitution banalisent la partie III en la déformant et en déclarant qu'il n'y aurait là rien de neuf. Mais **la FGTB de Liège-Huy-Waremme** «*relève que ce projet reprend l'ensemble des traités actuels qui ont été contestés par notre organisation*». Elle leur donne en effet un poids constitutionnel et rend leur remise en cause encore plus difficile. En conséquence, comme le remarque le comité fédéral de la Centrale générale (4 avril 2005), le projet de Constitution comporte «*toute une logique qui subordonne le social à des lois économiques libérales*».

Le **congrès fédéral de la CGSP** constate pour sa part «*que l'existence des services publics est presque intégralement ignorée et plus encore leur rôle important dans la société, y compris au plan socio-économique*». Le terme « service public » n'est en effet utilisé qu'une seule fois dans le projet de Constitution, à propos des transports. L'expression « services d'intérêt général » y est par contre fréquemment utilisée mais n'est nullement synonyme de « service public ». La mission des SIG (qui sont un service, pas une institution) y est en effet décrite comme pouvant être remplie par le secteur privé et de toute façon soumise aux règles de la concurrence.

Toutes les forces de gauche ont combattu le **projet de directive Bolkestein**, mais le président de la FGTB Liège-Huy-Waremme, Marc Goblet, faisait remarquer lors de son discours ce premier mai au rassemblement de la fédération liégeoise du PS que : «*Le fait de s'opposer à la directive Bolkestein était indispensable pour contrer la libéralisation des services et la concurrence intracommunautaire qu'induit la notion de pays d'origine. J'appelle cependant les mandataires socialistes à bien mesurer que le projet de traité constitutionnel reprend le même principe de libéralisation des services et du tout au marché.* » (...)

Nous ne pouvons donc que partager l'opinion du comité exécutif du **SETCa de Bruxelles-Hal-Vilvorde** qui estime que «*globalement ce projet de traité constitutionnel ne rencontre pas du tout les aspirations légitimes des travailleurs. Au contraire il constitue une menace pour notre modèle social* ». (...)

(Lettre signée par Antoine Ruggieri -ancien permanent FGTB Cockerill Sambre- en tant que président du meeting international de Liège du 30 avril)